



Paris, le 31 mai 2018

## Projet de loi EGALIM : la transition, chiche !

Le projet de loi issu des Etats généraux de l'alimentation vient d'être adopté par les députés. Force est de constater que le compte n'y est pas ! Cette loi est une avalanche de charges supplémentaires, de contraintes et de décisions incohérentes qui vont s'abattre sur les producteurs de grandes cultures sans les aider dans la transition tant désirée par le gouvernement.

Ce projet de loi a notamment pour ambition d'accompagner les agriculteurs dans la transition agroécologique et de leur permettre d'avoir des revenus décents. Dont acte. Comment réussir ce challenge à coup de contraintes et de charges supplémentaires ? Les évolutions attendues doivent avoir pour objectif de permettre aux producteurs, ainsi qu'à l'ensemble des opérateurs économiques, de rester compétitifs et innovants.

Certes nous saluons la mobilisation du Ministre, des rapporteurs et des députés de tous bords qui a permis, dans des débats souvent marqués par une profonde méconnaissance et malveillance vis-à-vis du monde agricole, d'éviter l'adoption d'amendements alourdissant encore plus les contraintes de nos exploitations. Mais ce projet de loi fait l'impasse de la réalité économique ! Il est en décalage total avec la réalité vécue au sein de nos entreprises agricoles. Il va accroître les difficultés de milliers d'exploitations et remettre en cause leur équilibre, déjà précaire, tout en fragilisant l'ensemble des acteurs des filières agricoles.

Les producteurs de grandes cultures s'insurgent ouvertement contre les nouvelles charges induites par la séparation des activités de vente et de conseil, ou la suppression des remises, rabais et ristournes contenues dans ce projet de loi. Elles entraîneront un surcoût de plus de 500 millions d'euros par an pour les exploitants. Des contraintes supplémentaires d'autant moins supportables qu'elles s'ajoutent à d'autres décisions ! Le transfert financier du premier pilier de la PAC vers le second, la suppression sans alternative économiquement viable de produits phytosanitaires, l'augmentation de la redevance sur les produits phytosanitaires ou encore la hausse de 7 points des cotisations MSA ont déjà un impact dévastateur.

Et c'est bien de l'exaspération que ressentent les producteurs de grandes cultures devant l'absence de volonté des pouvoirs publics de limiter les importations distorsives tout en n'exigeant pas les mêmes conditions de production entre pays et cela même dans les accords commerciaux. C'est inacceptable tant vis-à-vis des consommateurs que d'un point de vue économique !

Les producteurs sont révoltés ! Après cette première lecture à l'Assemblée Nationale, ils appellent les parlementaires et le gouvernement à une prise de conscience et à un véritable sursaut. Il n'est pas trop tard pour rectifier le tir. Les producteurs sont prêts à s'engager dans la transition voulue par le gouvernement, comme ils le démontrent tous les jours au travers du contrat de solutions, aux côtés de la FNSEA. Mais encore faut-il que cette transition se fasse avec eux et non contre eux !

### Contact presse :

AGPB	AGPM	CGB	FOP
Emilie DURAND edurand@agence-rdn.com	Anne KETTANEH	Carine ABECASSIS	Thibaut LEDERMANN
06 23 47 67 47	06 83 22 05 01	01 44 69 41 36	01 40 69 48 81